

Eures-T, un atout pour la région

■ **Durant deux jours, Mulhouse a accueilli un séminaire transfrontalier des services publics de l'emploi des régions Bade-Wurtemberg, Sud-Palatinat, Nord-Ouest de la Suisse et Alsace. Objectif de cette réunion: renforcer les actions conjointes susceptibles de favoriser l'essor du travail transfrontalier.**

Organisé avec le concours de la commission européenne dans le cadre du plan d'action d'Eures-T Rhin supérieur, ce séminaire a rassemblé une soixantaine de professionnels de l'emploi en provenance d'Allemagne, de Suisse et de France.

Une conjoncture exceptionnelle

Son objectif, comme l'a souligné Pierre-Yves Leclercq, directeur régional du pôle emploi Alsace, «faire partager nos connaissances du marché du travail de la région du Rhin supérieur afin de renforcer l'essor du travail frontalier dans ce secteur géographique spécifique».

Autant dire que dans la conjoncture actuelle, ce séminaire avait une résonance toute particulière. Pierre-Yves Leclercq l'a souligné, insistant sur le fait que cette réunion «permet une réflexion sur les évolutions des services publics de l'emploi et de l'environnement socio-économique de l'emploi dans nos différentes régions. L'intérêt, c'est de passer les frontières et de travailler ensemble pour pouvoir trouver des passerelles afin que les demandeurs d'emplois et les entreprises trouvent chacun des solutions à leurs situations».

Eva Strobel, directrice régionale des agences fédérales pour l'emploi de Bade-Wurtemberg et présidente de Eures-T Rhin Supérieur, a présenté les atouts de ce réservoir transfrontalier: «Ce sont 90 000 frontaliers qui travaillent sur trois régions. Cela représente 170 milliards d'euros et 280 000 entreprises qui ont des relations d'exportation. Cet espace est un territoire économique important. Le taux d'emploi des 15/65 ans

est de 76 %. Le taux de chômage est de l'ordre de 5 %, ce qui est nettement inférieur à la moyenne nationale. la mobilité dans la région est une réalité. L'espace reste très dynamique, même s'il est en pleine mutation.»

Pour sa part, Hansjuerg Dolder, directeur de l'agence AWA Bâle-Ville, a souligné la spécificité du Nord-Ouest de la Suisse: «Un salarié sur six vient d'Allemagne ou d'Alsace. Le bassin frontalier est une réalité pour nous. En travaillant au sein d'Eures-T, même si nous ne sommes pas dans la Communauté européenne, nous avons la volonté de poursuivre notre coopération et d'approfondir notre partenariat.»

Mais il reste lucide, les années à venir seront maigres. Il y aura une récession, «la crise est transfrontalière». Reste cette question... Comment éviter que le travailleur frontalier ne serve de variable d'ajustement dans les entreprises étrangères?

Alain Cheval